



REPUBLIQUE DU TCHAD
UNITE TRAVAIL PROGRES

DECLARATION DE SEM MOUSSA FAKI MAHAMAT
MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES DU
TCHAD A LA 64^{ème} SESSION DE L' ASSEMBLEE
GENERALE DES NATIONS UNIES

New York le 28 Septembre 2009

MISSION PERMANENTE DU TCHAD AUPRES DES NATIONS UNIES
129 EAST 36 STREET, NEW YORK, N.Y 10016 TEL 212 986 0980

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, **Monsieur le Président**, au nom de la délégation qui m'accompagne et en mon nom propre, vous adresser nos très chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la présidence de la 64^{ème} session. Et, je ne puis m'empêcher d'exprimer notre fierté et notre joie pour l'élection du Représentant d'un pays voisin, frère et ami du Tchad.

De par vos qualités et votre longue et riche expérience en matière diplomatique, il vous sera aisé de conduire avec doigté nos travaux. La délégation tchadienne vous assure par ma voix de sa pleine coopération dans l'accomplissement de votre lourde mais combien exaltante mission.

Je voudrais aussi exprimer notre sentiment de gratitude à votre prédécesseur pour avoir su, avec compétence et clairvoyance, diriger les travaux de la 63^{ème} session.

Qu' il me soit également permis de rendre un hommage mérité à notre Secrétaire Général, Son Excellence **BAN KI MOON**, pour son engagement constant pour la défense et la promotion des idéaux de notre organisation.

Monsieur le Président,

Devant cette tribune, et pendant la 63^{ème} session, les délégations déploraient les crises alimentaire, énergétique et financière qui ont frappé nos pays et dont les conséquences étaient diversement ressenties en fonction du niveau de développement de chaque pays. Quel bilan devons-nous faire après une année d'intense mobilisation, de concertation et de travail pour l'éradication de ces crises.

Pour nos Etats pauvres, ces crises demeurent de réels handicaps pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour lesquels nous nous sommes tous engagés et surtout, pour le financement de nos Stratégies de développement. Car, en dépit de la grande mobilisation internationale, il est à redouter que les pays pauvres manquent le rendez-vous de 2015. Ceci est d' autant préoccupant que la situation perdure et continue de focaliser l'essentiel des débats internationaux.

Cette situation continue également d'engendrer des conséquences préjudiciables sur la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, notamment l'Aide Publique au Développement, les échanges commerciaux, la dette des pays du Sud ou le commerce mondial. Et nous ne le dirons jamais assez, les pays en développement continueront à payer chèrement pour une crise économique dont ils n'ont pas été à l'origine. Il est donc impérieux que la Communauté internationale redouble d'efforts pour alléger les difficultés auxquelles sont confrontés ces pays.

Monsieur le Président,

Un autre grand sujet d'inquiétude et non des moindres concerne les conséquences négatives du changement climatique sur le monde en général et sur les pays en développement, les plus vulnérables en particulier. Là aussi nos pays sont les victimes d'un phénomène provoqué par les gros producteurs de gaz à effet de serre que sont les pays industrialisés.

Nous ressentons ces effets au jour le jour comme la plus grande des catastrophes sur notre environnement, notre agriculture, notre élevage, bref, sur la vie de nos populations sous forme de famines et de maladies de tout genre.

L'exemple le plus significatif est celui du risque de disparition complète du **Lac Tchad** si la Communauté internationale ne s'engage pas résolument à nous aider à sauver ce patrimoine mondial. En quarante ans, la superficie du Lac Tchad est passée de 25.000 à moins de 3000 Km². Les pays de la Commission du Bassin du Lac Tchad attendent de la Communauté internationale qu'elle vienne en appui à leur plan de sauvetage du Lac, notamment pour la réalisation du projet de détournement des eaux du fleuve Oubangui en République Centrafricaine pour alimenter le Lac Tchad.

A l'initiative de Son Excellence, le Président de la République, Chef de l'Etat, le Tchad s'est engagé à planter 16 000 000 d'arbres par an en vue de lutter contre la désertification. Ce programme, qui rentre dans le cadre du projet transcontinental de la Grande Muraille Verte initié par la Communauté des Etats Sahélo Sahariens (CENSAD) qui a besoin de l'appui de la Communauté internationale.

Monsieur le Président,

S'agissant du chapitre sur le règlement des conflits, si on peut se féliciter des progrès réalisés çà et là, ce n'est malheureusement pas le cas pour la situation qui prévaut au Darfour et qui préoccupe gravement mon Gouvernement.

Sur le continent africain, nous réaffirmons notre soutien et notre disponibilité à contribuer à toutes les actions conjointes de l'**Union Africaine** et des **Nations Unies** pour le règlement pacifique et durable de ces conflits.

A cet effet, nous nous félicitons de l'initiative prise récemment par le Guide de la Révolution Libyenne, Président de l'Union Africaine, d'organiser à Tripoli une réunion spéciale consacrée à l'examen et au règlement des conflits en Afrique.

Par rapport à la question de la **Palestine**, nous exhortons et encourageons notre Organisation à poursuivre avec plus de détermination ses efforts en vue de soutenir l'aboutissement d'un Accord de paix permettant la coexistence pacifique entre deux Etats souverains et ce, conformément aux principes du Droit International et de la Charte des Nations Unies.

C'est l'occasion ici de saluer l'engagement de la nouvelle administration américaine, sous l'impulsion du Président **BARAK OBAMA**, à ramener la paix dans cette région longtemps meurtrie.

La nouvelle approche des relations internationales développée par l'administration américaine devrait également se traduire par une nouvelle attitude vis-à-vis de **Cuba**, frappé depuis des décennies par un embargo économique, commercial et financier qui ne se justifie plus aujourd'hui.

C'est pour cela que le Tchad souhaite que les **Etats-Unis d'Amérique** mettent un terme rapidement à cet embargo qui est contraire à leur nouvelle vision du monde et contraire aux grands principes que défend notre Organisation.

S'agissant de la crise du **DARFOUR** et de la situation de nos relations avec le Soudan, nous attirons une fois de plus notre auguste Assemblée sur la gravité de cette situation qui pèse sur la sécurité de notre frontière et menace la paix et la sécurité régionale. Les répercussions de cette crise sur la sécurité dans les camps des réfugiés et des déplacés à l'Est de mon pays, sur l'environnement déjà précaire dans cette partie du pays en particulier, et en général, sur le développement socio-économique de mon pays, ne sont plus à démontrer.

L'autre conséquence et non des moindres de cette crise, c'est le phénomène des enfants soldats recrutés souvent contre leur gré par les différents groupes armés qui sévissent dans la région.

Au cours de ses différentes campagnes, l'Armée Nationale Tchadienne a réussi à soustraire des centaines de ces enfants qu'elle a confiés à l'UNICEF pour leur prise en charge et leur réinsertion dans la vie civile.

Une campagne d'inspection et de sensibilisation est entreprise (depuis peu) dans les différentes casernes du pays, en collaboration avec l'Unicef et certaines missions diplomatiques à N'Djaména, pour prévenir ce phénomène et l'enrayer là où il existe.

Vous comprenez ainsi, **Monsieur le Président**, les raisons qui amènent le Tchad à collaborer étroitement avec les Nations Unies et la Communauté Internationale en vue de trouver une issue favorable à cette situation qui n'a que trop duré. C'est dire combien il est erroné de croire que mon pays alimente la Guerre du Darfour en apportant un soutien quelconque aux rebelles soudanais du Darfour.

Aussi, voudrions-nous réitérer notre entière disponibilité à coopérer avec la **MIRNURCAT** pour l'accomplissement de son mandat à l'Est de notre pays. Mais nous déplorons le retard de son déploiement complet sur le terrain et en conséquence ses difficultés à assurer une sécurisation efficace des populations vulnérables que sont les réfugiés, les déplacés et les humanitaires.

Il est plus qu'impérieux que les parties impliquées dans cette mission redoublent d'efforts conséquents pour combler ce retard dont la prolongation constitue au quotidien un danger pour les populations que nous avons tous le souci de protéger.

Pour notre part, nous sommes très préoccupés par l'avenir incertain de la **MIRNUCAT** et nous nous interrogeons sur les possibilités nationales de remédier à la situation par le renforcement des opérations de maintien de l'ordre et de la Sécurité dans les zones concernées par son Mandat.

Monsieur le Président,

Quelques soient les efforts de la **MIRNURCAT** ou des efforts de mon pays pour sécuriser les camps des réfugiés et des déplacés, le véritable règlement de la crise du Darfour ne peut être que politique pour permettre aux réfugiés et déplacés de regagner leurs terres d'origines.

C'est pour cette raison que mon pays se félicite de toutes les initiatives prises à cet effet par la Communauté internationale. Mon Gouvernement a soutenu et soutient **le processus du Qatar**. Il se félicite des efforts inlassables déployés par le frère Guide

Dans le même ordre, nous nous félicitons également des récentes initiatives **américaines et égyptiennes.**

Les efforts de la Communauté internationale pour la normalisation des relations entre notre pays et le **Soudan** sont également à saluer. Sur ce plan beaucoup d'Accords ont été signés entre mon Pays et le Soudan. Il ne reste plus qu'à les appliquer.

Le fait d'avoir accueilli les réfugiés fuyant la guerre du **DARFOUR** et facilité les interventions de la Communauté internationale pour leur apporter réconfort et secours ne devrait servir d'alibi à notre voisin pour nous déstabiliser.

Monsieur le Président,

Sur le plan national, le Gouvernement tchadien, sous l'impulsion de son Excellence Monsieur **IDRISS DEBY ITNO**, Président de la République, chef de l'Etat, poursuit le dialogue politique avec l'opposition démocratique sur la base de l'Accord du **13 Août 2007.**

C'est dans ce climat de confiance partagé que nous venons d'achever le recensement général de la population dans la perspective de l'organisation d'élections libres et transparentes. A cet effet, une **Commission Electorale Nationale Indépendante**, composée à part égale de représentants du Pouvoir et de l'opposition, vient d'être installée et est déjà à pied d'œuvre.

En dépit des agressions répétées des mercenaires et des mouvements armés soutenus de l'extérieur contre notre intégrité territoriale et les institutions démocratiquement élues, le Gouvernement prône toujours la réconciliation et la concorde nationale. Plusieurs groupes armés ont regagné la légalité en application de l'**Accord de Syrte du 25 Octobre 2007.** Beaucoup d'autres sont en train de suivre cette voie ; ce dont il convient de se féliciter.

Pour finir, permettez-moi d'exprimer le soutien de mon pays à l'appel lancé à notre auguste Assemblée par le Président de l'Union Africaine pour une réforme juste et équitable du Conseil de Sécurité, une réforme qui tienne compte des aspirations légitimes du continent africain et de l'évolution de l'histoire des relations entre les Etats .

Je vous remercie.